

Négociation commerciale multilatérale et déséquilibre de la balance des paiements

Résolution de la Commission Économique et Sociale
adoptée par le Conseil Central de Barcelone (2 juin 2006)

La Commission Économique et Sociale de la Ligue Européenne de Coopération Économique, réunie à Monaco le 27 avril 2006 à l'invitation du Comité monégasque de la Ligue:

- ◇ **regrette** le report récemment décidé de la Conférence ministérielle, traduisant la difficulté d'atteindre le consensus nécessaire pour concrétiser des avancées dans la conduite du nouveau cycle de négociations multilatérales (*Doha Round*) au sein de l'OMC;
- ◇ **s'inquiète** de la tendance récente, dans une partie des sphères académiques comme de l'opinion publique, à remettre en cause, dans un contexte de mondialisation accélérée et de chômage persistant en Europe, les avantages du libre échange et de la spécialisation internationale, pour promouvoir le bilatéralisme; elle estime indispensable de remédier à cette dérive pour promouvoir une cohésion sociale plus forte en levant les obstacles à la croissance et à l'emploi en Europe et par la promotion d'ensembles régionaux de politiques concertées;
- ◇ **constate** cependant que le taux de croissance des échanges internationaux demeure plus élevé que la croissance interne des économies et que les pays les moins ouverts sont ceux qui connaissent les progrès les plus lents, tandis que les progrès spectaculaires des pays émergents sont étroitement liés à leur participation au commerce mondial;
- ◇ **souligne la nécessité** de rééquilibrer les négociations commerciales multilatérales en donnant une place accrue au secteur des services, aux sujets transversaux (propriété intellectuelle, marchés publics, ...) et aux problèmes du développement, y compris par un traitement différencié en faveur des pays pauvres (catégorie qui devrait être plus large que les seuls "pays moins avancés");
- ◇ **observe** que le nouveau "choc pétrolier" en cours, s'il n'a eu jusqu'à présent que des conséquences limitées sur la croissance mondiale, appelle d'une part une attention accrue au problème du recyclage des excédents financiers des pays pétroliers, et d'autre part une révision sérieuse des priorités des pays européens en matière de politique énergétique (indépendance des approvisionnements, économies d'énergie, énergies nouvelles et renouvelables, énergie nucléaire);
- ◇ **suggère** que l'instrument institutionnel de la "coopération renforcée" soit utilisé pour lancer une politique commune en matière d'approvisionnement, de distribution et de tarification de l'énergie, en adaptant éventuellement les clauses du traité Euratom dans la perspective de la création d'une Agence européenne de l'énergie dotée d'une capacité de négociation avec les institutions ou pays tiers, en outre, une stratégie de réaction rapide en cas de crise devrait être préparée en commun;
- ◇ **considère** que les déséquilibres actuels des balances de paiements - déficit américain supérieur à 700 milliards \$, excédents notamment chinois, japonais et des pays pétroliers - sont largement dus à une insuffisance d'épargne aux États-Unis et à

une sous-consommation dans les pays excédentaires, situations qui ne peuvent perdurer sans menacer la stabilité du système financier mondial;

- ◇ **note** que le désajustement des taux de change, et notamment celui du dollar ainsi que le maintien par les autorités chinoises du yuan à un niveau artificiellement bas et la sous-évaluation de nombre de monnaies asiatiques, tendent à aggraver les déséquilibres précités, ce qui est aussi démontré par la hausse du prix international des matières premières; le taux de change de l'euro et la compétitivité des entreprises européennes en souffrent, ce qui devrait conduire les autorités européennes à en tenir compte davantage dans leur politique économique et monétaire;
- ◇ **souhaite** que les efforts nécessaires soient faits, sur le plan institutionnel, pour assurer une représentation plus unifiée et plus effective de l'Eurogroupe et des autres organes communautaires dans les instances internationales (G7 ou 8, OMC, institutions de Bretton Woods, ...).

- - - - -